

La fiscalité et les dépenses publiques

La dette française mise en place en 1976 sous Giscard d'Estaing est financée par des banques privées au lieu de la Banque de France.

L'impôt doit être payé par tout le monde (même 1, ... 5 €...) : montrer à tous les citoyens qu'ils sont investis au niveau de la société même si l'impôt sur le revenu n'est pas le plus juste.

La taxe carbone : le prix à la tonne paraît impressionnant mais ce qui était envisagé c'était 3 centimes par litre et en 2022, 8 centimes, ce qui reste modeste.

- En 2013 : 52,3 % de la population paie l'impôt sur le revenu,
- Aujourd'hui : nous sommes moins de 43 % à le payer,

Ça veut dire qu'il y a 10 % de gens qui sont devenus pauvres ou s'appauvrissent progressivement.

L'expatriation, l'émigration de millionnaires en dollars :

- 2015 : la France 1^{er} pays avec 12 000 personnes devant la Chine, l'Italie et l'Inde
 - 2016 : + 20 %
-
-

Successions, donations, héritages :

- Impôts abusifs et excessifs : il faut les baisser largement : ça constituerait un plan de relance.
 - Cet argent serait réinvesti et permettrait de faire travailler commerçants, artisans et autres.
 - Les enfants qui héritent sont obligés de vendre pour payer les droits. Or quand on vend pressé, on ne fait pas de bonnes affaires.
-
-

On a transféré le pouvoir de création monétaire aux banques privées sans un contrôle suffisant. La dette aurait pu être optimisée et notre endettement d'aujourd'hui pourrait être plus réduit (problème de taux d'intérêt).

Les états paient en fonction de la note qui leur est attribuée.

Aujourd'hui on aurait environ 700 milliards de moins qui sont partis en intérêts un peu abusifs payés à des entreprises privées.

Le futur c'est peut-être de repenser le système de création monétaire.

L'état délègue de plus en plus à des sociétés privées des fonctions fondamentales mais ne se donne pas les moyens de contrôler (voir le rapport cour des comptes sur les autoroutes...).

La dette française est portée par 40 % par des français (contrats d'assurances-vie). La banque joue son rôle d'intermédiaire.

ISF/IFI : ce passage a généré un manque à gagner important. Pourquoi ?

GAFA :

Pour les taxer, c'est compliqué, il faut être en position de force.

Or certains pays (Irlande, Hollande, Finlande, Luxembourg...) ne suivent pas.

L'évasion fiscale c'est pareil. Depuis plus de 20 ans on en parle beaucoup (politique fiscale de la Grande-Bretagne, Jersey etc...).

Ce sont des problèmes de gestion commune et on n'y arrive pas au niveau européen.

Concernant l'évasion fiscale, on n'est pas obligé de passer par ceux qui optimisent la fiscalité (Google, Amazon...). Il ne faut pas acheter chez eux et on aura des moyens de pression.

Il y a de moins en moins de gens qui paient l'impôt : il faudrait remettre l'impôt pour tout le monde.

Des dépenses publiques sont faites pour faire réélire des gens : on travaille sur des mandats et pas sur un service public.

On dépense beaucoup en fonctionnement et on dépense aussi en investissements mais on oublie que l'investissement génère des frais de fonctionnement. Donc revoir les dépenses publiques.

Travailler pour le service public et non pas pour le service aux élus.

Le rapport de la cour des comptes : quels effets ?

On paie beaucoup d'impôts en France mais on a des services (notamment sociaux).

Ce sont souvent ceux qui paient le plus qui optimisent le plus.

L'impôt sur la fortune était payé... tous n'étaient pas partis à l'étranger. Certains restent en France parce qu'ils ne peuvent pas partir ou parce qu'ils ont envie de rester. Parfois il vaut mieux payer l'ISF et peu d'impôt sur le revenu (optimisation fiscale).

Le rétablissement de l'ISF ne ferait pas fuir la majorité des plus riches.

En 1981 : Attention ! La gauche arrive et tout le monde va s'en aller ! En fait les gens sont restés.

ISF : beaucoup de moyens d'y échapper : investissements dans les PME, biens professionnels (mais ça pouvait poser problème dans la gouvernance des entreprises : dirigeants qui restent jusqu'au bout !), Dom-Tom...

Droits de succession :

- À titre personnel : c'est toujours trop lourd !
- À titre de citoyen : peu ou pas de droits de succession entraînerait un risque d'accumulation de la richesse.

Tout le monde ne paie pas d'impôt mais :

- On se limite à l'impôt sur le revenu ;
- Mais il y a le reste : des impôts invisibles mais pas indolores (TVA...).
- Il faudrait que les gens se rendent compte de ce qu'ils paient.
- Supprimer certaines taxes, simplifier et peut-être mettre un impôt sur le revenu que tout le monde paierait.

Toutes les aides qui sont données aux uns et aux autres qui font que, dans certains cas des gens aidés gagnent plus que des gens qui travaillent : il faudrait mettre dans les déclarations tout ce que l'on reçoit pour arriver à une cohérence sur le plan national.

Les gaspillages !

Revoir les salaires exorbitants des patrons.

Est-ce qu'on accepte l'idée qu'on ne peut rien faire, pas taxer les Gafa, pas lutter contre les paradis fiscaux... Où allons-nous tomber : au niveau des pays sous-développés ?

Je refuse cette idée qu'on ne peut rien faire. On n'a pas le droit de ne rien faire.

Il faut trouver les moyens et avoir le courage de le faire.

La solidarité n'est pas possible avec des gens qui ne jouent pas le jeu.

Inégalités qui s'aggravent dans le monde entier.

Propositions de Nicolas Hulot et Laurent Berger :

Pour un pacte social et écologique.

Article du Monde mercredi 6 mars 2019.

Il y a des gens qui veulent faire quelque chose.

Ce soir, les gens ont été sollicités et ont répondu présents.

Dans une commune, il ne faut pas n'avoir qu'une attitude consumériste, consommatrice (repas des anciens...) : on peut faire mieux. Les gens doivent être sollicités, participer et s'investir.

Il faut trouver des idées pour que les gens s'investissent dans des activités. Je crois que c'est le rôle de la municipalité.

Il n'y a pas si longtemps on pouvait payer ses impôts en travaillant pour la commune.

Pour plus de cohésion, il faut faire appel aux bonnes volontés et créer une bonne ambiance dans la commune.

Lors des élections municipales, tout le monde se réveille.

Si les gens étaient davantage investis, les élus raconteraient moins de bêtises.

Créer une boîte à idées à la mairie (voir sous quelle forme).

Il faut continuer ce genre de réunions, il serait dommage qu'elles s'arrêtent.

Lorsque ces réunions citoyennes se termineront il serait bien qu'on continue, ne serait-ce qu'à Cucuron, qu'on se retrouve pour échanger nos idées... c'est très intéressant et ça fait avancer les choses.

Contribution envoyée par courriel avant la réunion :

1. Rattrapage et ré-indexation immédiats des pensions de retraites sur le coût de la vie pour tous les retraités,
 2. Remboursement pour tous et retour à l'ancien taux de CSG pour les retraités,
 3. Suppression de la taxe d'habitation pour tous,
 4. Baisse drastique de l'impôt sur le revenu et étalement des tranches,
 5. Suppression de la redevance radio télé et reprise de son montant sur la TVA.
Financement par l'emprunt d'état, la hausse de la TVA, le dépassement des 3 % de l'UE, et la baisse drastique de la dépense publique (pas par la baisse du nombre de fonctionnaires policiers et hospitaliers mais par la baisse ou la suppression des aides et subventions inutiles très nombreuses notamment aux affaires étrangères et au Ministère de la Culture).
 6. Mise en place d'une dose de proportionnelle.
-
-